



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les contacts internationaux doivent être développés

Claude Baillet

Citer ce document / Cite this document :

Baillet Claude. Les contacts internationaux doivent être développés. In: Économie rurale. N°96, 1973. Le rôle des économistes ruraux. pp. 51-54;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1973.2215>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_96_1_2215

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LES CONTACTS ENTRE ÉCONOMISTES AGRICOLES AU NIVEAU INTERNATIONAL DOIVENT ÊTRE DÉVELOPPÉS

par Claude BAILLET

Les frontières nationales sont de moins en moins étanches au courant du libre échangeisme qui s'est développé depuis les années 50. L'économie de chaque pays est de plus en plus tributaire de l'économie des pays voisins, ses finances ne sont plus totalement à l'abri des soubresauts monétaires au niveau international. L'agriculture, activité intégrée de plus en plus au reste de l'économie, n'échappe pas à ce courant d'internationalisation.

L'économiste agricole qui tient à rester efficace dans ses recherches et dans ses conseils doit scruter l'horizon au-delà des frontières de son propre pays. Il a besoin de saisir et d'analyser ce qui se passe à l'étranger pour mieux fonder son diagnostic et pour asseoir plus solidement ses prévisions, voire pour perfectionner ses méthodes. En un mot, pour continuer à rendre les services que la Société attend de lui, l'économiste agricole doit savoir s'échapper pour mieux saisir certains tenants et aboutissants des problèmes à la solution desquels il travaille.

Le développement des contacts internationaux entre économistes agricoles constitue un élément déterminant des progrès de l'économie rurale. Cependant, pourquoi un économiste agricole étranger, si éminent soit-il, a-t-il été choisi pour traiter la question : « Les rapports scientifiques (des économistes agricoles français) avec l'étranger sont-ils suffisants ? ».

N'aurait-on pas trouvé d'économistes agricoles français pour traiter valablement de ce problème ? Considère-t-on que les contacts des économistes agricoles français avec l'étranger sont suffisants pour eux-mêmes, mais peut-être pas pour l'étranger ? Les économistes agricoles français auraient-ils à ce sujet des positions qu'ils préfèrent, par timidité et pour leur quiétude professionnelle, laisser exprimer par d'autres ? Ou plus simplement, désireux de donner à ce colloque un caractère international, ont-ils considéré que le sujet en question était de ceux qui se prêtaient le mieux à l'intervention d'un conférencier étranger, en l'occurrence britannique ?

Ainsi ma première question n'est-elle pas destinée au conférencier lui-même ! Mais elle permettra de souligner son mérite d'avoir traité un sujet difficile.

M. Britton a surtout abordé les problèmes généraux d'organisation des contacts entre économistes agricoles au niveau international.

Selon lui, rien ne va très mal, mais tout pourrait aller un peu mieux.

A bien des égards pourtant, les rapports scientifiques des économistes ruraux français avec l'étranger laissent à désirer. Beaucoup reste à faire pour améliorer la situation présente et lutter contre certains « freins » ou « goulots d'étranglement », qui limitent actuellement le développement de ces contacts et leur efficacité, quelle que soit d'ailleurs la forme qu'ils revêtent.

Ces limitations résident tout d'abord dans la **difficulté d'organisation matérielle** de tels contacts, vu les coûts élevés qu'ils entraînent généralement. Ces contacts supposent ainsi l'octroi d'aides financières substantielles à ceux qui souhaitent les organiser ou y participer. Quelle est la part du budget des ministères de l'Agriculture, de la Recherche, voire des entreprises privées, consacrée à de tels contacts ? Personne sans doute ne l'a mesurée de façon précise jusqu'alors, tant la tâche est difficile et délicate ; mais sans risque de se tromper on peut dire qu'elle est infime. S'il en était autrement d'ailleurs, pourquoi faudrait-il donc imposer aux économistes agricoles de la fonction publique qui souhaitent se rendre à l'étranger, une longue et lourde procédure administrative à résultat aléatoire ?

Pourquoi des économistes agricoles appartenant aux organisations professionnelles ou à des entreprises privées, sont-ils freinés lorsqu'ils tentent d'engager des contacts ou des échanges avec leurs homologues des pays voisins ? Certains progrès ont été enregistrés récemment, mais le libre échangeisme entre les économistes français et leurs homologues étrangers est encore peu développé.

Les contacts avec l'étranger sont pourtant autre chose qu'une simple opération de « public relation », voire de détente touristique ; ils font partie intégrante de l'activité créatrice. La rigueur financière ne devrait pas toujours s'abattre en premier lieu sur les postes budgétaires consacrés aux contacts avec l'étranger.

Toute restriction en la matière risque, peu à peu, d'entraîner en effet un certain isolement dont les principaux intéressés ne ressentiront peut-être pas toujours et immédiatement l'influence néfaste, mais qui à la longue se traduira par une perte considérable de dynamisme, d'efficacité et de rayonnement.

Des freins résident également dans la **difficulté de communication**. Il n'est pas suffisant que les économistes agricoles se rencontrent, faut-il encore qu'ils communiquent. Sans de solides **connaissances linguistiques**, aucun échange fondamental ne peut se produire.

Un tapis vert, le truchement d'un micro et une cabine d'interprètes, dans le contexte formaliste qui caractérise trop souvent les réunions internationales, ne peuvent suffire à créer une compréhension profonde entre économistes.

Les contacts se nouent bien davantage dans les conversations bilatérales. Dans ces échanges de vues informels, le fait de parler la langue de l'interlocuteur contribue à faire passer un courant de compréhension et de sympathie et permet d'insister sur les questions essentielles. A cet égard, les économistes agricoles français sont mal préparés. On ne peut que regretter la médiocrité des connaissances linguistiques de la plupart d'entre eux ; très rares sont ceux qui peuvent couramment s'exprimer dans une ou plusieurs langues étrangères (même avec l'accent !). Ils perdent ainsi, sans toujours en avoir conscience, une part importante de l'héritage spirituel des générations antérieures et contemporaines, et bien souvent se trouvent de ce fait confinés dans le cadre peu enrichissant d'une seule école de pensée. Certes, leurs homologues anglo-saxons ne sont pas beaucoup mieux préparés, toutefois le rayonnement mondial de leur langue les dispense d'un effort que les Français ne peuvent éviter. Ainsi l'enseignement des langues étrangères devrait-il connaître un développement beaucoup plus grand encore dans les facultés de sciences économiques et dans les grandes écoles agronomiques.

Mais la langue n'est pas tout, il faut aussi une **grande ouverture d'esprit** sans laquelle le dialogue et donc l'échange restent impossibles. Trop de réunions internationales d'économistes agricoles sont encore caractérisées par la présence de « blocs » de participants imperméables à des approches, voire à des idéologies, différentes des leurs. De telles réunions ressemblent davantage à une juxtaposition de monologues hermétiques plutôt qu'à de véritables dialogues ouverts et constructifs. Une autre catégorie de freins réside aussi souvent dans l'**absence de motivations** et le manque fréquent d'engagement des participants à de tels contacts internationaux.

Bien des réunions d'économistes agricoles au niveau international ne sont stimulées par aucun objectif précis aboutissant à des engagements à court ou moyen terme. Ces rencontres consistent plutôt en de simples présentations d'idées sur des thèmes très généraux. De tels contacts débouchent fréquemment sur la publication de volumineux dossiers ou rapports dans lesquels on trouve rarement les synthèses essentielles.

La participation même aux dites rencontres laisse bien souvent à désirer. Combien d'éminents économistes agricoles, plutôt que d'assister de bout en bout aux colloques internationaux, n'y participent qu'un bref instant, le temps d'y présenter « leur »

exposé ! Une participation active et efficace suppose une présence moins syncopée, mais aussi une préparation attentive qui repose notamment sur un examen préalable des problèmes à débattre, avec les économistes nationaux directement intéressés. Combien de participants aux colloques internationaux prennent-ils ce soin ? Fort peu sans doute, faute de temps peut-être, mais surtout parce que la participation à une rencontre internationale relève généralement du secret intra-professionnel. Ce n'est bien souvent qu'en lisant les annales des congrès internationaux qu'on découvre le nom des participants.

Pour être prêt, il est naturellement nécessaire de disposer suffisamment longtemps à l'avance de documents de travail. Les organisateurs de telles réunions et naturellement les auteurs des documents, doivent faire un effort particulier en la matière (1).

Un dernier frein notable quant à l'efficacité des contacts internationaux est la **difficulté** pour nombre d'économistes agricoles de **mettre en œuvre**, faute d'équipe autour d'eux, **les orientations** qui se dégagent de ces contacts. M. Britton a souligné « la retombée de l'enthousiasme initial » des fins de congrès.

Les actions d'accompagnement supposent le concours d'une équipe susceptible de prendre le relais, d'assurer la maintenance des idées. En un mot, les économistes agricoles isolés ne sont pas des participants efficaces, même si leurs interventions en séance sont brillantes.

Parmi les possibilités qui s'offrent aux économistes agricoles pour entrer en contact sur le plan international, certaines évitent la plupart des obstacles précédemment énumérés. La plus efficace des formules est celle qui tout à la fois :

- regroupe dans le cadre d'équipes pluri-disciplinaires, des économistes capables de se comprendre et de s'influencer réciproquement ;
- comporte un objectif clairement défini, autour duquel s'articulent les motivations des participants ;
- possède sa propre autonomie financière, en engendrant d'elle-même les ressources nécessaires à son développement.

Un tel type de contact correspond à la réalisation de projets concrets d'essence publique ou privée, faisant appel au concours de biologistes, d'agronomes, d'ingénieurs et d'économistes, originaires de plusieurs pays. De tels projets permettent, au contact des réalités pratiques, de confronter les expériences acquises et bien souvent de développer des approches nouvelles et enrichissantes. Ces projets sont nombreux et souvent méconnus. A titre d'exemple, nous en citerons trois catégories de nature et de portée très différentes.

1. Des projets de recherche ont été entrepris pour résoudre un problème, local ou national, mais confié

(1) L'exposé de M. BRITTON était rédigé et disponible près de trois mois avant la session, c'est un « score » remarquable !

à une équipe de techniciens et d'économistes agricoles, composée d'étrangers et de ressortissants du pays, ces derniers ayant notamment pour mission de prendre en charge l'exécution pratique ultérieure : ainsi les travaux réalisés en commun entre l'INRA (Grignon) et les économistes yougoslaves pour l'élaboration de modèles de décision dans les combinats yougoslaves.

2. Citons également la série des études confiées à des groupes d'experts des six pays de la Communauté Economique Européenne (et maintenant des Neuf), en vue d'éclairer les décisions de la Commission et du Conseil des Ministres de cette Communauté. Ces études ont un intérêt indirect considérable car elles permettent aux économistes européens orientés vers les mêmes disciplines et problèmes, non seulement de se connaître et de se réunir, mais encore de travailler ensemble. Ces contacts se prolongent souvent bien au delà du temps d'exécution des études.

3. Enfin, des firmes multi-nationales ont organisé des travaux confiés à des équipes internationales de techniciens et d'économistes agricoles. L'adoption d'un statut européen pour les sociétés multinationales, favorisera sans doute l'extension de ces sociétés et de ces travaux.

On peut aussi rappeler les visites que se rendent réciproquement des équipes de biologistes européens (français, britanniques et néerlandais). Tous les six mois alternativement, l'ensemble des chercheurs d'un laboratoire passe 2 à 3 jours dans le laboratoire de leurs collègues étrangers. Une telle pratique pourrait être également envisagée au niveau des économistes agricoles.

Un autre type de contact, intéressant plus particulièrement les jeunes, revêt une importance capitale pour le développement des contacts entre économistes européens dans les années à venir. Il s'agit des possibilités offertes aux étudiants qui sont sur le point ou qui viennent d'obtenir leur diplôme universitaire et qui, avant de s'engager dans la carrière, souhaitent élargir leur horizon en sortant du contexte national. C'est à ce niveau, j'en suis persuadé, que le plus grand pas dans le sens d'un renforcement des contacts peut être franchi.

Ainsi le Collège d'Europe à Bruges offre à des jeunes juristes, sociologues, économistes de tous pays, la possibilité de gagner une formation internationale et d'être initiés aux problèmes européens. Dans un contexte plus méridional, les Instituts de Montpellier, Bari et Saragosse, créés à l'initiative de l'OCDE, contribuent à la formation de jeunes économistes du Bassin Méditerranéen. La première Université européenne, fondée récemment à Florence, devrait se développer également dans cette direction. Plusieurs Universités françaises semblent s'orienter vers l'organisation de structures d'accueil appropriées pour des contacts internationaux post-universitaires.

Il faut souhaiter que ces initiatives se développent encore, afin que chaque étudiant puisse à sa sortie de l'Université, acquérir une complément de formation internationale et ainsi bénéficier au maximum des contacts internationaux, au cours de sa vie professionnelle.

Bien d'autres formes de contacts concrets se sont en outre développées au cours des dernières années, que ce soit au niveau des services publics, des organisations professionnelles mais surtout au niveau des affaires.

L'ensemble de ces contacts représente finalement bien davantage que toutes les réunions officielles mentionnées par M. Britton.

Pour s'en convaincre, il suffit de voyager quelque peu dans les TEE qui sillonnent journalièrement notre continent et de fréquenter les lignes aériennes intercontinentales. On y prend conscience du fait qu'actuellement les échanges entre économistes, qu'ils soient spécialistes de l'agriculture ou d'autres secteurs, ne sont plus le résultat seulement d'une volonté de confrontation intellectuelle, mais aussi celui d'un affairisme en pleine expansion.

L'économie rurale tout entière gagnerait sans doute à ce que les contacts internationaux entre économistes agricoles se développent non seulement au sein d'ensembles économiques en voie d'intégration, voire dans le cadre d'écoles de pensée spécifiques, mais dans le cadre de confrontations beaucoup plus larges. Il existe en effet généralement dans les contacts internationaux actuels un déséquilibre impropre à l'épanouissement des différentes écoles de pensée.

Pour répondre à cette préoccupation, le premier Congrès des Economistes Agricoles Européens, récemment tenu à Sienne, m'a personnellement chargé de prendre contact avec les Sociétés nationales d'économie rurale, afin de susciter leurs réactions au sujet de la perspective d'une organisation de liens plus permanents entre les économistes agricoles européens.

Les contacts et échanges entre économistes agricoles au niveau de l'Europe méritent en effet, pour être plus efficaces encore, d'être coordonnés et aidés. La présence d'un organe de structure légère auprès duquel les économistes agricoles de toute l'Europe pourraient trouver l'assistance nécessaire, chaque fois qu'ils souhaitent prendre un contact quelconque avec des collègues étrangers, contribuerait sans doute à l'amélioration indispensable.

**

L'évolution du monde où nous vivons est rapide :

— au niveau de l'Europe, l'élargissement de la Communauté Economique Européenne d'une part et la croissance des échanges entre l'Ouest et l'Est du continent favorisée d'ores et déjà par la normalisation récente des relations entre les deux Etats allemands d'autre part, constituent deux pôles importants de développement ;

— au niveau mondial, les nouvelles relations commerciales qui vont s'établir entre les divers pays développés ou en voie de développement (Nixon round - CNUCED) d'une part et l'entrée de la Chine dans le concert des nations d'autre part, représentent aussi deux événements marquants.

PERSPECTIVES

Les perspectives nouvelles que cette évolution comporte, pour la science économique en général et l'économie rurale en particulier, sont considérables. Les transformations structurelles qu'elle entraînera et qui d'ores et déjà s'accroissent sous nos yeux, auront sans doute des implications très fortes sur la vie économique et sociale. Si l'on ajoute à cela une certaine prise de conscience universelle des limites voire des dangers d'une croissance effrénée, on conçoit aisément que l'orientation qui a marqué l'économie rurale de ces dernières années doit connaître elle aussi une évolution profonde et rapide.

Le moment est donc propice pour confronter les différentes écoles de pensée au niveau mondial et rechercher dans les unes et les autres ce qui répond le mieux aux aspirations des hommes. Le sens profond des contacts internationaux entre économistes agricoles n'est autre que celui-là.

Le développement de tels contacts devrait ainsi offrir à l'économie rurale française une occasion de se laisser influencer par d'autres schémas de pensée moins matérialistes et plus humains que ceux qui la sous-tendent actuellement et qui pour la plupart nous viennent d'outre-Atlantique. Ce développement serait aussi, dans bien des domaines, le moyen pour la génération d'économistes agricoles qui monte, de montrer au monde les qualités et l'intérêt de l'ap-

proche élaborée par quelques équipes valeureuses dans notre pays.

Une constatation

Malheureusement, le très faible nombre de participants à cette discussion apporte la preuve du peu d'intérêt que les économistes ruraux français paraissent porter aux problèmes de leurs contacts avec l'étranger. Cette absence d'intérêt est inquiétante, notamment en ce qui concerne les possibilités de rayonnement de l'école française d'économie rurale.

Le dynamisme et le pragmatisme dont les économistes agricoles étrangers font en général preuve sur ce plan, est à rapprocher du peu d'intérêt des économistes agricoles français en la matière. L'exemple de la création d'un Centre européen d'études agricoles au « Wye College » de Londres, alors que le Royaume-Uni vient à peine d'entrer dans le Marché Commun, mérite d'être souligné. Depuis près de quinze années de participation à la construction européenne, les économistes ruraux français n'ont, à ma connaissance, pris aucune initiative de ce genre.

Si les économistes ruraux français ont négligé la possibilité d'exprimer oralement leurs besoins de contacts internationaux, il leur reste cependant la possibilité de les exprimer par écrit. Qu'ils n'hésitent surtout pas à le faire.